Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Auto-tromperie-strategique-US>

Auto-tromperie stratégique US

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : mercredi 26 janvier 2022

Description :

Auto-tromperie stratégique US. S'opposer aux sphères d'intérêts des autres est désormais inhérent à l'ADN diplomatique des États-Unis...Alastair Crooke

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

S'opposer aux sphères d'intérêts des autres est désormais inhérent à l'ADN diplomatique des États-Unis.

[Andrew Bacevich](#), historien militaire étasunien, [écrit](#) que parmi les mandarins de la politique étrangère de l'actuel Washington, les « sphères d'influence » sont devenues un anathème. Les générations précédentes de décideurs américains pensaient autrement. « Prétendre que les sphères d'influence sont étrangères à la tradition américaine de l'art de gouverner, c'est se tromper soi-même », note-t-il.

Cependant, telle qu'elle est interprétée aujourd'hui, cette phrase a une odeur d'apaisement. Elle laisse entendre que l'on vend la cause de la liberté et de la démocratie, un péché pour lequel les hauts responsables américains sont désireux d'absoudre la nation. Il y a dix ans, Hillary Clinton a déclaré catégoriquement que « les États-Unis ne reconnaissent pas les sphères d'influence ». Plus récemment, le secrétaire d'État Blinken a confirmé cette déclaration : « Nous n'acceptons pas le principe des sphères d'influence... le concept même de sphères d'influence aurait dû être retiré après la Seconde Guerre mondiale ».

« En fait, la fin de la Seconde Guerre mondiale a accru l'appétit de Washington pour le découpage de nouvelles sphères. La menace putative posée par le communisme international semblait l'exiger. À la fin du XXe siècle, les sphères d'influence des États-Unis s'étendaient au monde entier », écrit Bacevich. L'essentiel est de « savoir quand s'arrêter ». Et c'est précisément ce que l'équipe de négociation russe a tenté de faire comprendre à Wendy Sherman à Genève et à l'OTAN à Bruxelles il y a quelques jours.

Mais, sans succès. Une impasse. Washington et l'UE attendent maintenant les prochaines actions du président Poutine. Dans un article vraisemblablement monté de toutes pièces, le *NY Times* [rapporte](#) que :

« Pendant des années, les États-Unis ont tourné autour de la question de l'ampleur du soutien militaire à apporter à l'Ukraine, de peur de provoquer la Russie. Aujourd'hui, dans ce qui serait un revirement majeur, de hauts responsables de l'administration Biden avertissent que les États-Unis pourraient soutenir une insurrection ukrainienne si Poutine envahissait l'Ukraine. La manière dont les États-Unis, qui viennent de sortir de deux décennies de guerre en Afghanistan, pourraient passer du financement et du soutien d'une insurrection à la fin d'une guerre, est encore en cours d'élaboration : « Biden n'a pas déterminé comment les États-Unis pourraient armer les insurgés en Ukraine, ni qui mènerait la guérilla contre l'occupation militaire russe. On ne sait pas non plus quelle pourrait être la prochaine action de la Russie... Mais les responsables de l'administration Biden ont commencé à faire comprendre à la Russie [qu'elle] trouverait le coût d'une invasion... prohibitif en termes de pertes militaires ». « Si Poutine envahit l'Ukraine avec une force militaire importante... Et si cela se transforme en une insurrection ukrainienne, Poutine devrait se rendre compte qu'après avoir combattu nous-mêmes des insurrections pendant deux décennies, nous savons comment les armer, les entraîner et les dynamiser », a déclaré James Stavridis, un amiral quatre étoiles de la marine à la retraite qui était le commandant suprême des alliés à l'OTAN. Il a rappelé le soutien US aux moudjahidin en Afghanistan contre l'invasion soviétique à la fin des années 1970 et dans les années 1980, avant la montée des Talibans. « Le niveau de soutien militaire » à une insurrection ukrainienne, a déclaré Stavridis, « ferait paraître nos efforts en Afghanistan contre l'Union soviétique bien dérisoires en comparaison ». Le secrétaire à la Défense Lloyd J. Austin III et le général Mark A. Milley, président des chefs d'État-Major interarmées, ont tous deux averti leurs homologues russes lors de récents appels téléphoniques que toute victoire rapide de la Russie en Ukraine serait probablement suivie d'une insurrection sanglante similaire à celle qui a chassé l'Union soviétique d'Afghanistan ».

[Andriy Zagorodnyuk](#), a [écrit une tribune](#) pour l'*Atlantic Council* dimanche qui se lit comme un manuel d'instruction sur la façon dont les États-Unis peuvent soutenir une insurrection.

Si telle est la musique d'ambiance (et une partie de celle-ci peut, ou non, être une posture), l'Europe devrait être terrifiée à l'idée qu'une campagne d'insurrection menée par les États-Unis puisse s'éterniser pendant des années - au coeur de l'Europe. Et le rythme de ce battement de tambour s'accélère :

Les États-Unis ont [prévenu](#) que Moscou se prépare à orchestrer une attaque sous faux drapeau contre la Russie par ses agents en Ukraine, qu'elle utiliserait comme justification pour une nouvelle invasion. Le *NY Times* a également [rapporté](#) que la Russie pourrait se préparer à rapprocher ses missiles nucléaires des États-Unis.

La peur s'intensifie :

[(Un haut responsable de la sécurité des États-Unis en Europe a averti : « *Nous sommes confrontés à une crise de la sécurité européenne. Les tambours de guerre résonnent fort, et la rhétorique est devenue plutôt stridente* », a [déclaré](#) l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'OSCE, Michael Carpenter.

Et l'UE a d'autres raisons de s'alarmer :

Washington exerce une pression intense sur l'UE pour qu'elle s'engage à prendre des sanctions, alors que les responsables européens négocient ce qui serait considéré comme leur « *ligne rouge* ». La menace de sanctions sévères et sans précédent brandie par Biden a toutefois suscité un avertissement d'une toute autre qualité : le Trésor américain et le département d'État ont en effet prévenu Blinken que les sanctions envisagées feraient plus de mal aux alliés des États-Unis (c'est-à-dire les Européens) qu'à la Russie, et que leur imposition pourrait même déclencher une crise économique mondiale contre-productive qui toucherait à la fois les consommateurs des États-Unis et européens, par le biais de l'augmentation des prix de l'énergie - qui donnerait un coup de fouet aux taux d'inflation des États-Unis déjà record.

En bref, l'Europe pourrait être confrontée à une guerre d'insurrection s'étendant à d'autres États, donnant naissance à une nouvelle espèce de « djihadistes » radicaux et se propageant dans toute l'Europe, ainsi qu'à une nouvelle vague d'armements sophistiqués (comme cela s'est produit à la suite de la guerre d'Afghanistan), les missiles Stinger étant vendus - à on ne sait qui.

Ce qui serait tout aussi probable, c'est une dislocation économique due à cette « guerre », ainsi qu'une crise énergétique majeure, Washington prenant des sanctions contre les fournisseurs d'énergie russes. Les niveaux de stockage de gaz en Europe n'ont jamais été aussi bas. Même avec *Nord Stream 2* en ligne, il y aurait à peine assez de gaz naturel pour couvrir les besoins de l'Europe - et avec le GNL *Made in USA*, qui a déjà atteint son pic, et qui est bien plus cher que le gaz russe - la compétitivité européenne serait décimée, et l'inflation connaîtrait une hausse supplémentaire.

L'OTAN en soi n'a pas été un ami de l'Europe. Son mantra d'une OTAN « ouverte » a divisé le continent : Elle l'a privé de son autonomie stratégique. Elle a perturbé d'anciennes routes commerciales, dressé l'Est contre l'Ouest et, par son emprise sur Bruxelles, elle a permis aux anciens États soviétiques de la « queue » est-européenne de « faire la loi » à Bruxelles, au lieu de trouver un *modus vivendi* avec la Russie, comme ils auraient dû le faire après 1991. L'OTAN est l'excuse qui leur permet de faire de l'esbroufe - sans aucun coût pour eux, mais avec un coût énorme pour l'Europe.

Pourquoi, au juste, est-il si impossible pour l'OTAN de [simplement le dire](#) ? L'Ukraine et la Géorgie « ne seront jamais membres de l'OTAN » ?

Alastair Crooke* pour [Al Mayadeen](#)

Original en anglais : « [Strategic Self-Deception](#) »

[Al Mayadeen](#), Beyrouth, le 23 Janvier 2022

***Alastair Crooke**, diplomate britannique, fondateur et directeur du [Conflicts Forum](#). Il a été une figure de premier plan dans le renseignement militaire britannique « *Military Intelligence, section 6 (MI6)* » et dans la diplomatie de l'Union européenne. Il a reçu le très distingué ordre de Saint-Michel et Saint-Georges ([CMG](#)), ordre de la chevalerie britannique fondé en 1818.

Traduit de l'anglais par : [Réseau International](#)